

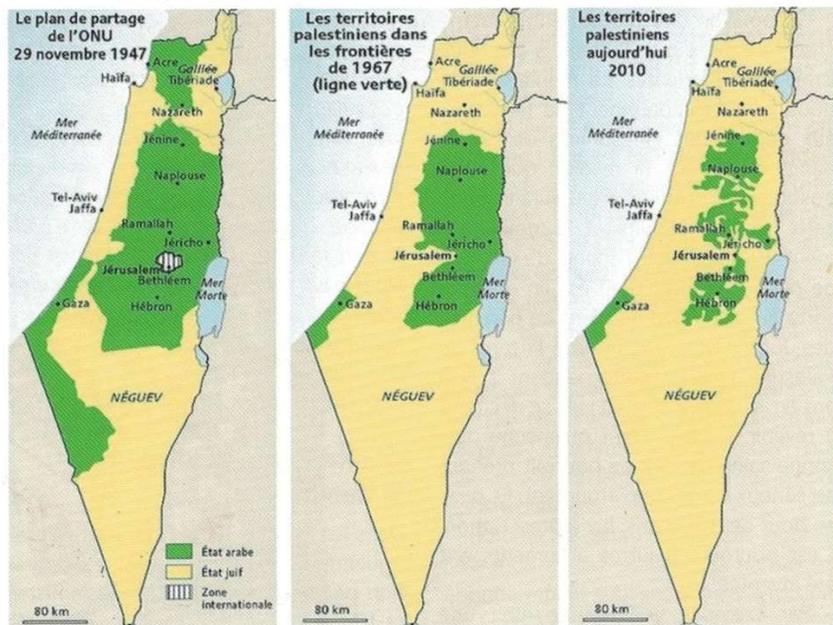


## ISRAËL / PALESTINE

# Retour vers le passé

## Quand Israël encourageait le Hamas

Le raid terroriste du 7 octobre dernier organisé par le Hamas et d'autres groupes a révélé au public l'existence d'un courant fondamentaliste dont certains pensaient – les autorités israéliennes en tête, semble-t-il – qu'il s'était assoupi. L'horreur de cette attaque a été suivie par les répliques de l'État israélien dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles sont hors de proportion avec la cause qui les a produites.



Les grands médias imposent leur approche de la question en passant sous silence deux faits :

- > 1. La concordance surprenante entre des manifestations de masse en Israël contre le gouvernement Netanyahu et des manifestations durement réprimées dans la bande de Gaza contre le Hamas ;
- > 2. La découverte d'immenses réserves de gaz au large de la bande de Gaza.

Nous allons tenter en quelques épisodes de faire le point sur la question.

### Utiliser le religieux à des fins politiques

L'apparition de l'intégrisme comme mouvement politique a démontré son incapacité à gérer les problèmes concrets de la population. La seule intervention des fondamentalistes, lorsqu'ils contrôlent une structure politique ou administrative, est de faire des modifications qui touchent le domaine religieux ou qui

concernent le contrôle idéologique des populations.

Ainsi, lorsque le roi Hussein de Jordanie, ne voulant pas affronter les intégristes, en a nommé quelques-uns ministres dans son gouvernement, ces derniers, en un an, se sont fait tellement haïr de la population, notamment des classes moyennes urbaines, que le roi n'a eu aucun mal à les chasser. Ils avaient voulu interdire aux femmes de conduire, empêcher les pères d'assister à la remise de diplôme de leurs filles, etc.<sup>1</sup> Dans deux municipalités arabes d'Israël, Um al-Fahm et Kafr Qassem, les intégristes ont gagné les élections de 1988. Ils ont fait si fort que lors des élections suivantes, en 1992, ces bastions islamiques ont été les seuls endroits où les suffrages du Parti communiste ont progressé, respectivement de 75 % et de 64 %...

Il est significatif qu'une fois parvenu au pouvoir dans la bande de Gaza, il y a 17 ans, le Hamas n'a pas cru bon devoir

organiser d'élections. Le recours à la démocratie n'est, pour les intégristes, que le moyen de parvenir au pouvoir et, une fois le but atteint, on la jette par-dessus bord.

L'islamisme est en fait un mouvement qui utilise le religieux à des fins politiques. L'islam en cela ne diverge pas de n'importe quelle autre religion : les textes servent à justifier la politique. Lors de la crise qui a abouti à la guerre du Golfe en 1990/1991, l'appel du roi Fahd d'Arabie aux troupes étrangères a été condamné par les uns ou justifié par les autres en se référant aux mêmes textes. « *L'expérience aura montré que, en terre d'islam, toute démocratisation libère ipso facto des courants politico-religieux qui cherchent à la détruire. La neutralisation, par la force, de ces courants entraîne à son tour l'arrêt du processus démocratique, ce qui enferme la société musulmane dans la fatalité de la répression. Elle ne pourra sortir de cette fatalité que*

ISRAËL / PALESTINE

## Retour vers le passé Quand Israël encourageait le Hamas

si l'islam est "dépolitisé", c'est-à-dire s'il ne sert pas de recours politique dans la compétition pour le pouvoir.»<sup>2</sup>

On pourrait dire strictement la même chose de ceux qui dirigent la politique israélienne : orientés de manière fanatique vers l'accaparement de territoires aux dépens des Palestiniens de Cisjordanie, c'est dans la religion que cette politique est justifiée : Dieu aurait donné cette terre aux Juifs et le gouvernement israélien est l'agent d'exécution de cette politique. Dieu est en quelque sorte un marchand de biens au bénéfice des Juifs d'Israël : il a gardé la terre de Palestine sous le coude pendant 2 000 ans en attendant que les Juifs se décident à revenir. Il est évident qu'aucune personne saine d'esprit ne pourrait prendre au sérieux ce genre d'argument. Et puis, au bout de 2 000 ans, il y a prescription. C'est pourquoi d'autres arguments ont été inventés.

Par exemple, la Palestine était une terre sans peuple, ce qui est évidemment une absurdité : la preuve à contrario de l'imbécillité de cet argument étant qu'il y a en Palestine des centaines de milliers de gens qui s'accrochent à leur terre et dont les autorités israéliennes ne savent pas comment s'en débarrasser. On pourrait dire que les bombardements en cours dans la bande de Gaza sont un moyen d'en réduire le nombre.

Un autre argument réside dans l'affirmation que la Palestine était un désert et que les Juifs ont réussi à en faire une terre fertile. Là encore, c'est complètement faux, les Palestiniens étaient d'excellents agriculteurs et s'ils le sont peut-être un peu moins aujourd'hui, c'est parce que le gouvernement israélien fait tout ce qu'il peut pour leur restreindre l'accès à l'eau, et parce que les colons de Cisjordanie s'évertuent à arracher leurs arbres fruitiers.

Une personne est particulièrement compétente pour parler de cela, c'est le général Moshe Dayan, ancien chef d'état-major de Tsahal et héros de la

guerre des Six Jours. Voici ce qu'il a déclaré aux étudiants de l'Institut de technologie israélien en 1969 :

« Nous sommes arrivés ici dans un pays peuplé d'Arabes, et nous construisons ici un État hébreu, juif. À la place des villages arabes, nous avons établi des villages juifs. Vous ne connaissez même pas le nom de ces villages et je ne vous le reproche pas, car les livres de géographie correspondants n'existent plus. Et non seulement les livres, mais les villages n'existent plus (...). Il n'y a pas une seule implantation de colons qui n'ait été faite sur les lieux d'un ex-village arabe. » (Ha'aretz, 4 avril 1969)

On ne peut pas être plus clair.

### Quand Israël encourage le Hamas

Dans les années 80, le Hamas était pratiquement inexistant dans une population peu sensible aux sirènes islamistes et très scolarisée. Lorsque les autorités israéliennes, à l'époque de l'Intifada, ont fermé les universités et rendu impossible une scolarité normale dans les écoles, le groupe Hamas s'est développé inexorablement au fil des années avec l'aggravation de la situation des populations vivant dans les territoires occupés, avec l'accroissement des destructions de maisons, des confiscations de terres et de maisons, avec l'arrachage des oliviers et des arbres fruitiers, avec l'absence de perspective politique négociée face à un gouvernement israélien qui cherchait de toute évidence à gagner du temps pour faire venir un maximum d'émigrés de l'ex-URSS et accélérer l'implantation de colons dans les territoires occupés.

L'existence d'un mouvement islamiste, dont tous les observateurs un tant soit peu impartiaux, y compris en Israël même, reconnaissent qu'elle a été largement favorisée par la politique israélienne elle-même, fait tout à fait le jeu du pouvoir occupant. En effet, personne ne pouvait ignorer que les options politiques des différents partis composant

l'OLP étaient laïques, ou en tout cas multiconfessionnelles, ce que l'État israélien n'est pas, tant s'en faut.

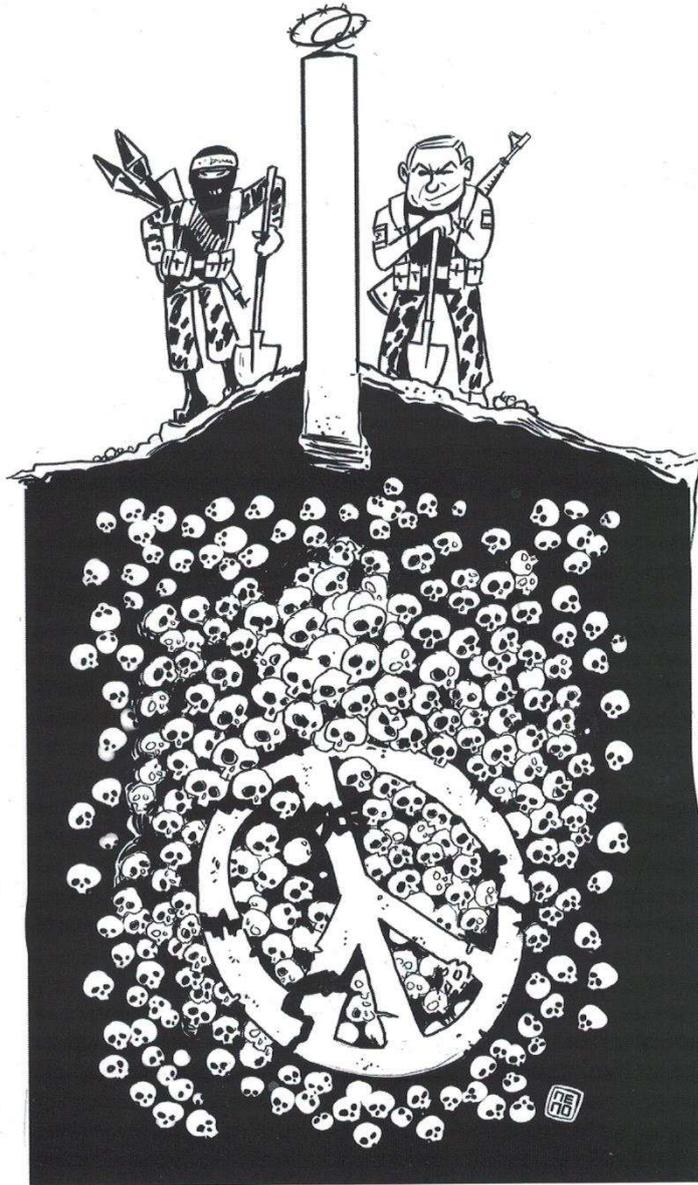
La radicalisation des Palestiniens est la conséquence directe de l'occupation de la Cisjordanie et de la bande de Gaza depuis 30 ans, qui a abouti à la confiscation de plus de la moitié des 5 850 km<sup>2</sup> de terres qui leur revenaient selon le droit international.

Emile Habibi, un intellectuel palestinien de nationalité israélienne, déclara que ceux qui ont refusé le compromis historique de deux États initialement prévu « ont causé tant de malheurs, à commencer par celui-ci : ils ont fait perdre au peuple palestinien vingt-huit ans – les années d'occupation et de colonisation israéliennes – en rejetant la résolution 242 du Conseil de sécurité adoptée après l'agression de juin 1967. » [la guerre des Six Jours].

Alors que l'OLP, en 1988 et 1989, renonça au terrorisme et reconnut l'État hébreu (résolutions 242 et 338), Hamas réclamait la restitution de la totalité des territoires occupés par les Juifs depuis la fondation de l'État d'Israël en 1948. Il y a sans doute une corrélation de dates entre les concessions d'Arafat et la publication de la charte du Hamas, en août 1988, dans laquelle le mouvement intégriste déclarait œuvrer à « déployer la bannière d'Allah sur chaque parcelle du sol de Palestine », et à ce que « l'établissement de l'État islamique soit proclamé du haut de ses mosquées ».

On peut s'interroger sur les raisons qui poussèrent Arafat à faire à Israël cette fantastique concession *unilatérale* de la reconnaissance, *sans aucune contrepartie*, alors que se déroulait dans les territoires occupés une insurrection populaire de « basse intensité » qui était en train de faire basculer l'opinion publique internationale en faveur des Palestiniens.

En effet, dans toute épreuve de force susceptible de déboucher sur une négociation, il convient de déterminer ce que l'adversaire veut le plus, de lui en don-



ner le moins possible, et de négocier ensuite ce qu'on peut faire en termes de concessions. Mais cela n'est réalisable que lorsqu'on a des atouts dans sa manche. Or, Arafat avait un atout formidable, dont il n'a pas voulu : l'Intifada ; et d'emblée, gratuitement, il a donné à son adversaire ce qu'il voulait le plus : la reconnaissance de l'État d'Israël et le renoncement au terrorisme, sans qu'Israël ne reconnaisse l'État palestinien et ne s'engage à cesser la colonisation de la Cisjordanie, qui était la part de la Palestine qui revenait aux Palestiniens ! Dès lors, l'OLP ne présentait plus aucun intérêt pour Israël, c'était un mouvement sans substance, ce n'était plus un adversaire, dans la mesure où c'était un adversaire qui n'avait plus rien à donner ni plus rien à opposer.

Si on écarte la simple erreur de jugement de la part d'Arafat, on ne peut que parvenir à la conclusion que l'Intifada présentait pour l'OLP plus de dangers que la reconnaissance d'Israël. L'Intifada pouvait aboutir à une révolte populaire de masse et à la prise en main du mouvement d'indépendance par des hommes qui auraient échappé au contrôle de la direction de l'OLP en exil.

Deux mouvements intégristes musulmans ont surgi dans les territoires occupés par Israël depuis 1967 : Hamas et le Jihad pour la libération de la Palestine. Hamas a, tout d'abord, été encouragé par les autorités israéliennes pour faire contrepoids à l'influence de l'OLP. Dans les années soixante-dix/quatre-vingt, les autorités militaires ont, en de multiples occasions, relâché des militants

liés à Hamas, même quand ils étaient convaincus de cacher des armes. La tolérance envers Hamas était une des conditions posées par les Iraniens lorsqu'ils achetaient de l'armement américain par l'intermédiaire d'Israël, dans le cadre de l'opération Irangate, à l'occasion de laquelle des agents israéliens ont convaincu Robert McFarlane<sup>3</sup> de laisser Israël vendre illégalement des armes à Téhéran et détourner une partie des bénéfices pour soutenir la Contra contre le gouvernement nicaraguayen<sup>4</sup>.

En mai 1989, lorsque l'influence intégriste se répandit en échappant au contrôle des Israéliens, une vague d'arrestations s'abattit sur les dirigeants de Hamas. Néanmoins, cela prit six mois, jusqu'en septembre 1989, pour que Hamas soit déclaré illégal par les autorités israéliennes.

Comme le Jihad islamique pour la libération de la Palestine, le Hamas est abondamment subventionné à la fois par les États du Golfe et par l'Iran. En 1990, l'Arabie Saoudite versa à ces deux organisations 83 millions de dollars. Pinhas Inbari, dans *Al Hamishmar* (20 décembre 1992), faisait remarquer que, curieusement, Israël s'en prenait aux dirigeants et militants de Hamas proches de l'Arabie saoudite, mais épargnait ceux qui étaient proches de l'Iran, qui avait pourtant mis sur pied une logistique et des camps d'entraînement pour faciliter les actions de Hamas et du Jihad islamique.

[À suivre]

**René Berthier**

1. Manar Hassan, « Femmes et intégrisme », *Inprecor* n° 366, février 1993.

2. « Algérie : le dérapage », Lahouari Addi, [professeur de sociologie politique à l'université d'Oran], *Le Monde diplomatique*, février 1992.

3. Conseiller à la sécurité nationale du président américain Ronald Reagan de 1983 à 1985. Son nom est associé à l'affaire Iran-Contra.

4. D'après *Israel and Palestine Political Report* n° 178/179, décembre 1992.



## ISRAËL/PALESTINE

# RETOUR VERS LE PASSÉ (2)

## DU GAZ À GAZA

L'existence de gaz au large de la bande de Gaza n'est pas un fait récent puisque, dès 1999, des champs gaziers dénommés Marine 1 et Marine 2 ont été identifiés, avec des réserves estimées à 35 milliards de mètres cubes assurant douze années de production à raison de 1,5 milliard de mètres cubes par an. Ce champ, qui se trouve à 36 kilomètres à l'ouest de Gaza, a d'abord été développé, à la demande de l'Autorité palestinienne, par British Gas en 2000, mais cette société s'est rapidement retirée du contrat. Royal Dutch Shell a repris le projet en 2016, mais s'est à son tour retirée en 2018. Depuis, les Palestiniens sont à la recherche d'investisseurs. Le caractère peu sécurisant des relations entre l'Autorité palestinienne et les autorités israéliennes, pour qui le projet doit être soumis à la « *coordination entre les services de sécurité* » et la nécessité de « *maintenir la sécurité et les intérêts de l'État d'Israël sur l'affaire* »<sup>1</sup> (lire : le contrôle d'Israël sur la production), n'incite sans doute pas les investisseurs à se précipiter.

### « La carte du « Nouveau Moyen-Orient. »

En fait, Israël entend se poser comme interlocuteur incontournable dans un éventuel projet de corridor gazier reliant l'Inde et l'Union européenne en passant par les monarchies du Golfe : c'est en tout cas ce que Netanyahu déclara à la 78<sup>e</sup> session de l'assemblée générale des Nations Unies en septembre 2023, lors de laquelle il situa clairement le projet dans le cadre des « accords d'Abraham » qui doivent normaliser les relations entre Israël et les États arabes<sup>2</sup>. Il déclara ainsi que ces accords « *annonçaient l'aube d'une nouvelle ère de paix, mais je crois que nous sommes à l'aube d'une percée encore plus spectaculaire, une paix historique entre Israël et l'Arabie saoudite* ». S'il évoqua bien « la perspective d'une paix avec les Palestiniens », il ne dit pas un mot sur la question territoriale, pourtant essentielle.

On voit que la Palestine ne figure pas sur la carte du « Nouveau Moyen-Orient » que Netanyahu brandit à New York, qui englobe, outre Israël, la Jordanie, l'Arabie saoudite, l'Égypte, le Soudan.

Le projet de Netanyahu ressemble étrangement à celui que Shimon Pérès avait exposé au journal *L'Expansion*, en 1991<sup>3</sup> : il se déclarait prêt, dans un premier temps, à « *geler la création et le développement des implantations en Cisjordanie et dans la bande de Gaza* ». En échange, il se déclarait persuadé que « *les pays arabes accepteraient de mettre fin au boycottage économique contre notre pays* ». Ensuite, il faudrait aborder les problèmes communs : l'eau, la pollution, le développement des transports terrestres. « *Pourquoi, ajoute Pérès, ne pas jeter ensuite les bases d'une vie économique en commun ?* » Cette vie commune « *passerait par la création d'un marché commun. Il nous faut suivre l'exemple de la CEE : créer graduellement un*

*marché commun entre les pays, réduire les protections douanières, disperser les nuages de guerre et, surtout, créer un sentiment général de sécurité pour les investisseurs locaux et étrangers* ».

Une répartition des rôles dans ce nouveau Proche-Orient façon Pérès était proposée : « *Avec le pétrole saoudien, la main-d'œuvre égyptienne, l'eau turque et les cerveaux israéliens, le Moyen-Orient devrait décoller.* » On ignore quel rôle Pérès attribuait aux Palestiniens, car il n'en parlait pas.

Pérès en 1991, Netanyahu aujourd'hui, pensent pouvoir évacuer la question palestinienne, éminemment *politique*, dans de vastes projets *économiques* en occultant la question *territoriale* : le problème est que les Palestiniens ne l'entendent pas ainsi.

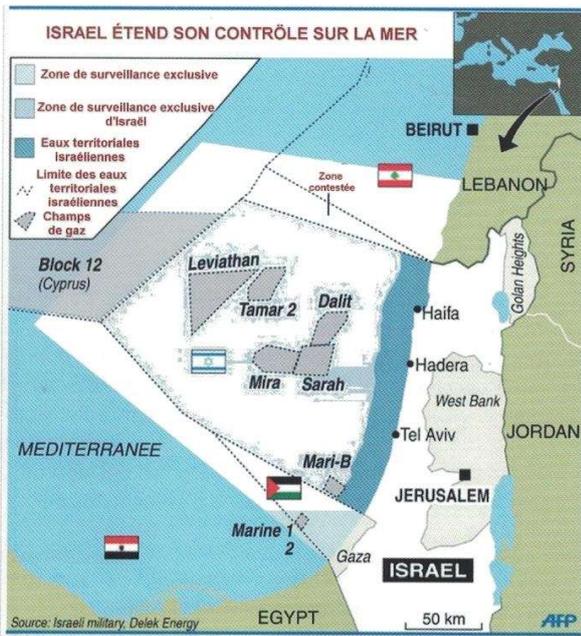
### « Le conflit permanent est un des fondements du système. »

Rappelons que le projet de « Nouveau Moyen-Orient », qui marginalise le Hamas, fut présenté par Netanyahu aux Nations Unies le 22 septembre 2023, environ deux semaines avant l'attaque du 7 octobre. Or, si le projet israélien visait à « *calmer la situation politique à Gaza entre les factions belligérantes (Hamas contre Jihad islamique à Gaza)* »<sup>4</sup>, il était précisé que « *seule l'Autorité palestinienne de Cisjordanie recevra les revenus du gaz* ».

Le Hamas recevrait quelques miettes de cette manne, « *avec l'approbation d'Israël* » comme « *récompense pour avoir aidé à s'opposer aux militants du Jihad islamique lors de la dernière vague de violences à Gaza en mai 2023* »<sup>5</sup>.

Le journal *alarab* du 24 juin 2023 nous dit que « *le Hamas voit dans le gaz une opportunité inestimable de soutenir son pouvoir dans la bande de Gaza, même si c'était en échange d'une trêve à long terme avec Israël.* »<sup>6</sup> Il est vrai que, vu sous cet angle, cela ne peut convenir aux autorités israéliennes dans la mesure où le Hamas serait renforcé, mais la question reste de savoir si la perspective d'une trêve à long terme entre les deux parties pourrait constituer une contrepartie acceptable. Cette perspective ne saurait convenir aux autorités israéliennes dans la mesure où le conflit permanent est un des fondements du système ; dans les années 70, un auteur israélien, Marc Hillel, écrivait qu'Israël était en « *danger de paix* », signifiant par là que la paix avec les Arabes était plus dangereuse pour la cohésion de l'État juif que la poursuite indéfinie de l'état de guerre et le maintien d'une mentalité d'assiégés dans la population.

Alain Dieckhoff dit la même chose en 1996 : « *Depuis le plan de partage de 1947 et la création de l'État d'Israël, en 1948, la société israélienne avait trouvé sa cohésion face à la menace extérieure.* » Mais on pourrait dire la même chose des États arabes. On peut imaginer les effets pervers que peut provo-



CARTE DE LA ZONE ÉCONOMIQUE EXCLUSIVE ISRAËLO-PALESTINIENNE ET DES GISEMENTS DE GAZ.

quer une période ininterrompue de cinquante ans de menace extérieure sur une population. Grâce aux « nouveaux historiens » israéliens, on sait aujourd'hui qu'Israël, dans les premières années de la fondation de l'État, avait refusé à plusieurs reprises des ouvertures venant des pays arabes : la priorité était à l'annexion de territoires expurgés de leurs habitants arabes. Shamir avait déclaré un jour qu'entre Yasser Arafat et Fayçal Hussein, le plus dangereux était le second. Arafat représentait aux yeux de l'opinion publique israélienne le terroriste intransigeant œuvrant de l'étranger à la destruction d'Israël, tandis que Hussein était le bourgeois palestinien modéré de Jérusalem prêt à négocier – perspective inacceptable.

On imagine à quel point les contradictions internes de la société israélienne ont dû être contenues, réprimées par le sentiment de menace extérieure permanente. La perspective d'une paix avec les voisins arabes peut créer une sensation de vide, de panique, malgré le désir sincère de paix. Mais surtout, les couches dominantes de la société israélienne peuvent craindre une brusque libération des contradictions, jusque-là contenues : « *Un processus qui conduirait à la paix ferait apparaître les contradictions internes de cette société* », dit encore Alain Dieckhoff<sup>7</sup> – contradictions qui sont contenues par le besoin de faire corps autour du pouvoir, face au danger extérieur.

Le même phénomène se passait d'ailleurs dans les pays arabes dont les élites craignaient l'irruption des masses dans la vie politique et économique qui aurait conduit, selon le cas, à une réforme agraire ou à une remise en cause de la distribution de la rente pétrolière. Israël rendait un fier service à ces élites en se présentant comme un ennemi commun à tous les Arabes. Pour cacher leur impuissance, ces élites arabes se livrèrent même contre Israël à des surenchères nationalistes délirantes qui avaient pour but de masquer les vrais problèmes, les revendications sociales et la lutte des classes dans les pays arabes eux-mêmes. La lutte contre Israël renforça des dictatures militaires dont la seule efficacité militaire était le combat

contre leurs propres populations. Il faut ajouter que l'état de guerre permanent permet également d'occulter efficacement les antagonismes sociaux en Israël même.

### “ Une alternative à l'Autorité palestinienne rongée par la corruption. ”

Certains commentateurs ont présenté comme paradoxaux l'intensité meurtrière de l'attaque terroriste du 7 octobre et le fait que le Hamas avait semblé dans la période précédente vouloir se présenter comme une organisation assagie. C'était oublier que, si le Hamas avait voulu montrer qu'il prenait ses distances avec le Jihad islamique, c'était pour se présenter face à Israël comme une alternative à l'Autorité palestinienne rongée par la corruption. Aussi, la branche politique du Hamas tenta-t-elle de trouver un accord avec Israël, sans tenir compte que Netanyahu préfère avoir affaire à une Autorité palestinienne corrompue plutôt qu'à une organisation islamiste structurée.

Dans *The New Arab* du 20 juin 2023 on peut lire sous la plume de Sally Ibrahim que le Hamas « *permettrait en principe à l'Autorité palestinienne dirigée par le Fatah de développer le champ de gaz naturel au large de l'enclave côtière après la conclusion d'accords négociés par les États-Unis et impliquant Israël, l'Égypte et des sociétés partenaires qui superviseraient l'exploration et l'extraction du gaz, ce qui laisse présager une percée dans des négociations complexes et parfois secrètes. En échange, le Hamas recevrait une part des revenus, mais on ne sait pas exactement quelles garanties Israël exige, ce qui pourrait compliquer un accord.* »<sup>8</sup> On sait cependant que l'une des exigences israéliennes depuis 2014 est que lui soient remis les corps des soldats Oron Shaul et Hadar Goldin, et le retour des otages souffrant de troubles mentaux, Avera Mengistu et Hisham al-Sayed. À cela, le Hamas répond qu'Israël détient plus de 4 000 prisonniers, dont 1 800 mineurs. Israël exigerait également que l'argent du gaz ne serve pas à financer des opérations armées.

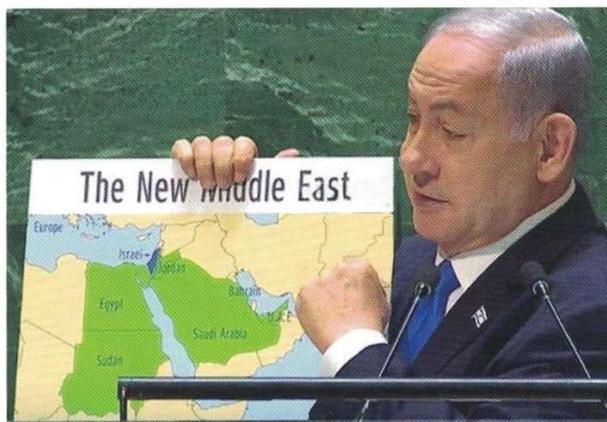
Cette hypothèse formulée par *The New Arab* est plutôt optimiste, car la tendance auprès du Hamas semblait de considérer, selon l'analyste Ibrahim Al-Madhou, qu'« *Israël a l'intention de voler le gaz palestinien* » : le Hamas se prépare à « *mener la bataille du gaz et l'a déclenchée par un mouvement diplomatique régional n'excluant pas une confrontation militaire pour empêcher le vol de gaz* »<sup>9</sup>.

Lorsqu'on regarde la carte des champs de gaz offshore, on s'aperçoit que la zone de prospection qui correspond à la bande de Gaza – Marine 1 et Marine 2 –, représente une portion infime des zones qui se trouvent au large du territoire israélien lui-même. En d'autres termes, les autorités israéliennes ont fait montre d'une activité incroyable pour empêcher la bande ●●●



ISRAËL/PALESTINE

## RETOUR VERS LE PASSÉ (2) DU GAZ À GAZA



●●● de Gaza et, par extension le Hamas, de bénéficier d'une part de manne gazière infinitésimale par rapport à celle que revendique Israël. Mais cette part infinitésimale aurait suffi pour fournir aux Gazaouis de l'énergie pour une quinzaine d'années.

Un communiqué publié par le Cercle d'études libertaires – Gaston-Leval dénonçant l'« épouvantable boucherie » du 7 octobre suggérait que, passée la période de sidération provoquée par cet événement, « la nécessaire analyse de la chaîne

d'événements qui ont conduit à ce massacre ne devra pas être éludée, le moment venu ». <sup>10</sup> Le communiqué ajoutait de manière (à peine) prémonitrice que « demain, c'est la population palestinienne qui subira les représailles de l'État d'Israël ». Il n'est pas invraisemblable de penser que la manière dont le projet israélien de « Nouveau Moyen-Orient » et la manière dont le gouvernement de Netanyahu et le Hamas ont abordé la question s'intègrent dans cette « chaîne d'événements ».

**René Berthier**

1. <https://www.gov.il/en/departments/news/spoke-gas180623>, site du bureau de Premier ministre israélien.
2. <https://www.youtube.com/watch?v=Atag74u01AM>
3. 31 octobre-13 novembre 1991.
4. <https://www.youtube.com/watch?v=Atag74u01AM>
5. *Ibid.*
6. [https://alarab.co.uk/sites/default/files/2023-06/01\\_21.pdf](https://alarab.co.uk/sites/default/files/2023-06/01_21.pdf)
7. *Israéliens et Palestiniens, l'épreuve de la paix*, Aubier.
8. « Exclusive, Hamas 'to allow' development of Gaza Marine natural gas, amid US-brokered negotiations between PA, Egypt and Israel, 20 juin 2023.
9. <https://www.yenisafak.com/ar/world/4034720>. *Yeni Şafak* est un quotidien turc de tendance conservatrice et islamiste.
10. Communiqué du Cercle d'Études libertaires – Gaston-Leval, 8 octobre 2023, <http://monde-nouveau.net/spip.php?article955>



## ISRAËL / PALESTINE

# EXPULSER (DÉPORTER) LES PALESTINIENS

Les bombardements massifs perpétrés par le gouvernement israélien à la suite de l'attentat terroriste du Hamas le 7 octobre commencent à montrer leur véritable objectif : raser le tissu urbain de la bande de Gaza et inciter au transfert de la population en vue d'une réoccupation de ce territoire. On retrouve là une des constantes de la politique sioniste depuis le début : transférer les Palestiniens, ailleurs, n'importe où sauf en Israël ou sur le territoire qu'Israël revendique. En effet, l'idée du « transfert » (euphémisme pour déportation) des Palestiniens n'est pas nouvelle. Elle figure dès le début dans le projet sioniste et cette éventualité n'a jamais été abandonnée par les dirigeants d'Israël.

**C'**est Théodore Herzl, l'idéologue du sionisme qui, le premier, a envisagé la possibilité du « transfert » des Palestiniens. Dans son esprit, cependant, il s'agissait d'un transfert pacifique, ce qui aurait été, à vrai dire, une première dans l'histoire de l'humanité.

## La création d'un État fondé sur l'expulsion.

Herzl écrivait ainsi dans son journal intime :

« Les sionistes vont exproprier gentiment les Arabes et essayer de faire évanouir cette population sans ressources hors des frontières du pays, en leur procurant des emplois dans les pays transitoires, tandis qu'aucun emploi ne leur sera fourni dans notre pays. »<sup>1</sup>

Le 12 juin 1895, il écrivit encore :

« En achetant de la terre, nous apportons des avantages matériels au pays qui nous accueille. Peu à peu nous devons nous rendre maîtres des terres, privées de leur propriétaire, dans les régions où nous nous installerons. Nous essayerons de transférer leurs misérables habitants au-delà des frontières, sans que cela provoque des remous, en leur assurant du travail dans les pays de transition. Mais dans notre pays nous ne leur fournirons aucun travail... Il est de notre intérêt que les propriétaires fonciers pensent qu'ils nous exploitent en obtenant des prix excessifs pour leurs terres. Mais aucune terre ne le sera jamais revendue. »

On voit donc que l'idée même de la création de l'État d'Israël est fondée sur l'expulsion des Palestiniens, qui a commencé préalablement à la fondation de l'État, et pendant la guerre qui a abouti à la création de l'État.

« Comme tous les autres obstacles au projet sioniste, il fallait déblayer le terrain de ses indigènes, et ce par les trois commandements du sionisme : rédemption de la terre, à savoir achat des terres aux propriétaires absentéistes avec comme condition l'expulsion des paysans arabes ; conquête du travail, c'est-à-dire expulser les travailleurs arabes du marché du travail, en particulier en fondant la Histadrut dont l'objectif est de faciliter l'emploi exclusif de la main-d'œuvre juive par des boycotts, des subventions, des actes de violence ; acheter des produits juifs, en boycottant (souvent en détruisant) les produits arabes<sup>2</sup>. »

## La politique d'expulsion trouve sa raison dans deux phénomènes complémentaires.

► **Un problème de territoire.** Dans les territoires occupés, où coule un fleuve stratégique, le Jourdain, les autorités israéliennes tentent d'annexer des territoires qu'ils voudraient vider de leur population. Faute de pouvoir réaliser intégralement ce projet, l'implantation de nombreuses colonies juives dans les territoires palestiniens constitue des points de fixation d'autant plus importants que chaque colonie implique l'existence d'une zone de sécurité d'où les Palestiniens sont expulsés. Ensuite vient la nécessité de construire des routes pour relier ces colonies, routes interdites aux Palestiniens. Mais ces routes elles-mêmes nécessitent des zones de sécurité élargies. Ainsi, les Palestiniens sont effectivement peu à peu expulsés et concentrés sur un territoire de plus en plus réduit.

La construction du mur de séparation construit par les autorités israéliennes<sup>3</sup>, suivait cette logique, dans la mesure où il empiète systématiquement et de façon substantielle sur le territoire palestinien, ce qui constitue encore une manière d'annexer du territoire. En effet, contrairement à l'idée communément admise, il ne s'agit pas d'une clôture se situant sur la ligne verte, c'est-à-dire la ligne qui, selon les accords internationaux sépare Israël des territoires occupés : il empiète de 6 à 7 kilomètres sur les territoires palestiniens, mais pénètre par moments de trente kilomètres dans ces territoires. Par ailleurs, ce mur ne se limite pas à la partie occidentale de la Cisjordanie, il encercler deux enclaves palestiniennes à l'est, coupant la population de l'accès au Jourdain.

► **Un problème de population.** En Israël même, la population palestinienne, qui a un statut de citoyen de seconde zone, se caractérise par une natalité nettement supérieure à la natalité israélienne. Ce problème, ajouté à une forte émigration juive, en particulier ashkénaze, est un problème extrêmement préoccupant pour l'État d'Israël, dont les statistiques démographiques relèvent du secret d'État. Il n'est absolument pas envisagé, pour les autorités israéliennes, d'annexer la Cisjordanie, ce qu'explique très bien l'ancien Premier ministre Moshe Kohl, qui déclarait en 1967 que l'annexion par Israël de la Cisjordanie et de la bande de Gaza signifierait l'intégration dans l'État d'Israël



des populations palestiniennes qui s'y trouvaient : cela aurait créé en une vingtaine d'années un État binational à majorité arabe à la fin du siècle. Vingt ans plus tard, Kohl soutint que le problème démographique était la bombe à retardement de l'État d'Israël.

### La politique d'expulsion trouve également sa légitimation dans la religion.

Rappelons que l'État d'Israël, à la demande des fondamentalistes religieux, n'a pas de constitution, parce que seule la Bible peut servir de référence légitimante. Les fondamentalistes juifs, tel le Goush Emounim, jouent à fond la carte de la légitimité religieuse, dénonçant les aspirations à la « normalité » comme une « illusion des sionistes laïcs » : les Juifs ne peuvent pas être « normaux » car l'« unicité éternelle » des Juifs vient de leur alliance avec Dieu sur le mont Sinaï, ce qui fait dire au rabbin Shlomo Aviner que « Dieu peut exiger des autres nations qu'elles se soumettent à des codes abstraits de "justice et de vertu", mais ces codes ne s'appliquent pas aux Juifs ». La « doctrine » de Netanyahou repose sur les mêmes principes : le peuple juif a un droit imprescriptible et éternel sur Eretz Israël, le Grand-Israël de la Méditerranée au Jourdain.

Un traité qui consacrerait le partage de la Palestine serait donc une trahison et n'aurait aucune valeur. Cette opinion est largement partagée par la population israélienne. C'est cette même idée qui avait poussé Yigal Amir à assassiner Rabin<sup>4</sup>. Les documents signés à Oslo n'avaient aucune valeur pour bon nombre de nationalistes israéliens. Parler de respect des accords ou de droit international n'a par conséquent aucun sens pour des gens comme Netanyahou et son entourage, qui ont été élus pour que les droits des Palestiniens ne soient pas reconnus. Les élections ont révélé qu'une bonne moitié des électeurs israéliens est opposée au « processus de paix », approuve la ligne dure du Premier ministre et l'éventualité

d'une confrontation permanente avec les Palestiniens. Les rabbins nationalistes orthodoxes et la centaine de milliers de séminaristes juifs sont mobilisés pour chercher dans la Bible des arguments et des exemples pour effectuer ce « transfert ». En avril 1969, un certain Shraga Gafni (qui pourrait être le pseudonyme du Grand rabbin ashkénaze d'Israël Shlomo Goren), publiait dans la revue *Mahanaïm*, journal de l'aumônerie militaire, ses réflexions :

« Quant aux Arabes, élément étranger qui réside dans le pays, mais qui est par son essence étranger à cette terre, on doit leur appliquer la même sentence qu'on a appliquée à tous les éléments étrangers antérieurs. Nos guerres contre eux sont inévitables... Leur seul et unique but est de vous détruire. Il n'y a pas d'autre remède que de les détruire. Telle fut la punition des Amalécites. (La Bible-Samuel I, Ch. 15). » (Rapporté par Noam Chomski, *Guerre et Paix au Proche-Orient*, Belfond, Paris, 1974.<sup>5</sup>)

Lorsque la branche française du Likoud<sup>6</sup> reçut Netanyahou à l'Aquaboulevard de Paris, le 25 septembre 1996, ce dernier déclara que « les droits d'Israël sont inscrits dans la Bible, et non dans les déclarations de l'ONU ». En cela, il fait bien partie de ceux qui refusent d'aborder le problème israélo-palestinien en termes concrets, de détermination de frontières, d'arrangements de sécurité, de partage des ressources naturelles, mais qui le réduisent à de prétendus commandements de Dieu, transformé en quelque sorte en agent immobilier.

Il y a donc une conviction profondément ancrée dans une grande partie de la population israélienne que l'ensemble du territoire de la Palestine appartient de droit aux Juifs puisqu'elle leur a été donnée par Dieu, et que tous ceux qui s'y trouvent sont des imposteurs qui doivent partir. C'est à partir de ce constat idéologique que toute la politique des autorités israéliennes s'explique, et en particulier la volonté d'expulser l'ensemble de la population palestinienne. ●●●



ISRAËL/PALESTINE

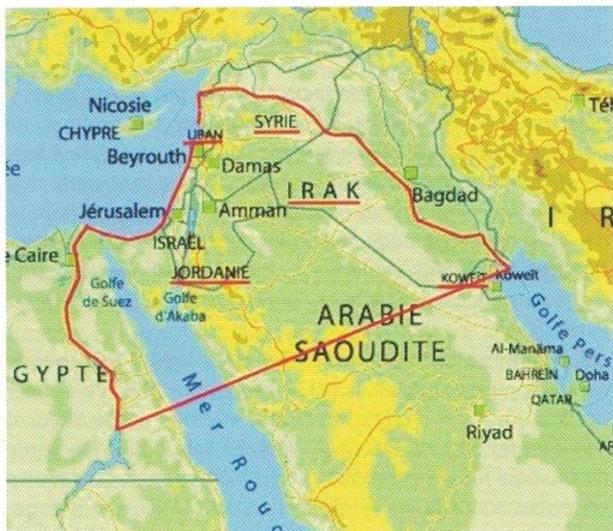
## EXPULSER (DÉPORTER) LES PALESTINIENS

...

### Et Dieu voit plus grand encore...

Golda Meir, l'ancienne Première ministre, disait : « Nos frontières seront là où nous nous installerons... » David Ben Gourion déclara en 1938 que « les frontières des aspirations sionistes incluent le Liban-Sud, le sud de la Syrie, la Jordanie d'aujourd'hui, toute la Cisjordanie, et le Sinai<sup>7</sup>. » Il existe des cartes d'Israël assez surprenantes, qu'il est facile de trouver en Israël et sur Internet, représentant les prétentions territoriales du sionisme. On voit les frontières du pays qui débordent sur le Liban, la Jordanie, l'Égypte, la Syrie et l'Irak.

Ainsi, au hasard d'une errance sur Internet, peut-on trouver des témoignages de telles prétentions territoriales, qui sans conteste mettraient le feu à la poudrière proche-orientale si elles avaient ne serait-ce que le début d'une mise en pratique. Sur le compte Twitter d'une certaine Nili Kupfer-Naou, qui se présente comme « avocate, présidente de « Israël Is Forever », déléguée du Likoud aux institutions sionistes », on trouve une carte de cet Israël fantasmé, accompagné du commentaire suivant : « La voilà la carte de MON pays tel que D...<sup>8</sup> l'a donné au peuple juif il y a 4 000 ans ».



« Israël Is Forever » milite pour la réinstallation d'implantations juives dans la bande de Gaza, pour l'expulsion des Palestiniens, et participe au blocage de camions de ravitaillement humanitaires, qualifiés pour la circonstance d'« inhumains ».

L'expulsion des Palestiniens est, et a toujours été pour les autorités israéliennes et pour bon nombre d'Israéliens la seule solution envisageable pour la « question palestinienne »

René Berthier

1. Herzl T. *The complete diaries*, Herzl Press and Thomas Yosseloff, New York, 1960, Vol. 1, p. 88.

2. Michel Warschawski, « État, nation et nationalisme, Actualité du sionisme », *L'Homme et la Société*, n° 114, 1994.

3. Voir: René Berthier, *La Palestine au pied du mur*, Éditions du Monde libertaire, 2009.

4. Yigal Amir, le fondamentaliste qui a assassiné Rabin, a été autorisé à voter en prison...

5. La Bible est remplie de ces passages où Dieu demande aux Israélites d'exterminer telle ou telle population. Dieu avait en effet demandé à Samuel d'exterminer les Amalécites, « hommes et femmes, enfants et nourrissons », pour une offense datant de 400 ans... Les intégristes juifs se situent tout à fait dans la tradition biblique.

Ainsi Yaveh commande à Moïse d'exterminer les Midianites, descendants de Midian, fils d'Abraham (Gen. 25, 2) et qui étaient apparentés aux Israélites. Dieu commande donc à Moïse de tuer tous les hommes et les femmes, à l'exception des jeunes filles que les Israélites garderont pour leur usage personnel (Nombres, XXXI, 1-18). Pourtant, ces gens avaient accordé l'hospitalité à Moïse pendant 40 ans (Ex. II, 15). Quelle ingratitude! Un passage de Samuel raconte l'extermination de 50 000 personnes (Sam I, 6, 19).

Dans le Deutéronome (II, 13) ce n'est que la population mâle qui doit être passée au fil de l'épée.

Dans Josué (6, 21), la population de Jéricho est exterminée à la demande expresse du bon Dieu, encore une fois :

« Et ils passèrent au fil de l'épée tout ce qui se trouvait dans la ville, à la fois hommes et femmes, jeunes et vieux, et les bœufs, et les moutons, et les ânes. »

Dans Josué encore (8, 24-25), les Israélites tuent la population mâle de la ville de Ai (verset 21).

Mais au verset 24, ce sont les hommes et les femmes (12 000 au total) qui sont exterminés. Mais cette fois-ci, ils ne tuèrent pas les bêtes, ils les emmenèrent.

Si le fondamentalisme religieux est l'application littérale des textes fondamentaux d'une religion, on voit à quoi cela peut mener.

6. La communauté juive de France a été très choquée par le fait que le Premier ministre israélien Netanyahu, lors de sa visite en France, n'ait pas cru utile de rendre visite au CRIF, qui représente l'ensemble des organisations juives en France, alors qu'il participa à un dîner-meeting avec la branche française du Likoud, qui constitue la frange la plus extrémiste du judaïsme français.

7. Cité par Israël Shahak, *Journal d'études palestiniennes*, printemps 1981.

8. Une tradition juive veut qu'on ne prononce pas le nom de Dieu.



# LFI, Mélenchon et le terrorisme

**On a pu assister il y a quelques temps – le 10 octobre, je crois – sur je ne sais plus quelle chaîne de télé, au spectacle pathétique d’une dirigeante de LFI, Mathilde Panot, harcelée par des journalistes qui voulaient lui faire avouer que le Hamas était une organisation terroriste, et elle refusait obstinément de le faire.**

**C**ertains pensent encore que les journalistes sont là pour informer : si cela avait été le cas, devant l’obstination de cette brave dame, ils auraient dû lui demander *pourquoi* elle refusait de le reconnaître, mais alors on serait entré dans le domaine de *l’analyse*, du raisonnement, et ce n’est pas ce que demandent les médias. En se contentant d’exiger que la dirigeante de LFI admette que le Hamas est une organisation terroriste, on reste au niveau du *fait divers*, et on entérine le fait que LFI est une organisation de méchants qui versent dans l’antisémitisme de gauche – ce qui arrange tout à fait le pouvoir en place.

Mercredi 11 octobre, M. Mélenchon finalement consentit à expliquer le pourquoi de la chose, mais de manière très peu convaincante : la France insoumise ne désigne pas le Hamas comme une organisation terroriste parce que le concept d’organisation terroriste n’a pas de base légale et que « les deux seules organisations montrées par l’ONU comme organisations terroristes sont al-Qaïda et Daech ». (<https://www.europe1.fr/politique/jean-luc-melenchon-tente-dexpliquer-pourquoi-lfi-ne-qualifie-pas-le-hamas-dorganisation-terroriste-4208651>)

Il y a quelque chose de totalement imbécile à s’obstiner, dans le contexte actuel d’extrême émotion, à refuser de qualifier une bande de criminels sociopathes de terroristes, tout comme il est très curieux de voir une armée de journalistes fébriles s’obstiner à faire admettre à LFI que le Hamas est une organisation terroriste.

La question est : *Pourquoi?*

Si Mathilde Panot ne veut pas reconnaître l’appellation de terroriste s’appliquant à Hamas, c’est que, dit-elle, cela équivaldrait à s’aligner « sur les positions du gouvernement israélien ». C’est une façon de dire que le terrorisme ne se définit que par rapport à Israël, qu’Israël fournit en quelque sorte l’étalon à partir duquel le terrorisme doit être défini. Heureusement que Netanyahu n’a pas dit que le soleil se lève à l’Est parce que Mathilde Panot aurait été obligée de dire qu’elle s’aligne sur les positions du gouvernement israélien.

Les journalistes étaient manifestement chagrinés que Mathilde Panot parle de la « branche armée responsable de crimes de guerre » : manifestement, ce n’était pas suffisant. Dire qu’une organisation est armée et qu’elle commet des crimes de guerre n’est pas suffisant. Pourtant, Panot avait déclaré : « oui, nous avons dit que ce sont des crimes de guerre, tout comme d’ailleurs la Cour pénale internationale avait dit que la colonisation était des crimes de guerre. Et donc, nous condamnons l’ensemble des crimes de guerre qui visent à la terreur, donc on peut appeler cela terrorisme. » Là encore, cela ne suffisait pas.

Son tort, me semble-t-il, est de reconnaître que le Hamas est terroriste, *mais pas seulement le Hamas*. Objectivement, elle a raison, mais peut-être a-t-elle tort d’avoir raison, ou, disons-le autrement, *ce n’était peut-être pas le moment*.

C’est ainsi que le quotidien *La Provence* affirme que LFI tente de « dédouaner » le Hamas, ce qui est évidemment une ânerie. (Aurélien VIERS, « Communiqué de la honte, le Hamas “pas terroriste” » : LFI, la nausée », *La Provence*, 11/10/23.)

Je ne m’explique pas la rigidité de l’attitude de LFI autrement qu’en disant qu’elle s’arc-boute sur l’argumentaire rabâché de l’anti-impérialisme des années 70 avec son langage stéréotypé. C’est une forme de sectarisme par lequel on met en avant surtout ce qui nous sépare des autres plutôt que ce qui nous rapproche. Il faut

montrer qu’on est plus « anti-impérialiste » que les autres. Il est vrai que La France insoumise a le chic pour se tirer une balle dans le pied. Mélenchon n’a pas pu s’empêcher de vanter les mérites d’Hugo Chavez et sa campagne électorale de 2017 s’effondra. C’était d’une maladresse insigne.

Aujourd’hui, LFI s’arc-boute sur le mot « terrorisme » au risque de voir s’effondrer toute possibilité d’alliance avec la gauche. (Il est vrai que d’ici les prochaines élections, l’amnésie aura fait son effet.) Il est possible aussi que M. Mélenchon et ses amis ne veuillent pas faire de la peine à leurs électeurs maghrébins, et que leurs égards envers le Hamas, en distinguant entre la « branche armée » et la « branche politique », visent à ménager les fidèles d’une prétendue « religion des opprimés ». Mais je vois là surtout une forme de raideur mentale.

La question se pose également de savoir pourquoi la presse tient tellement à ce que LFI parle de « terrorisme ».

## Le terrorisme, une vieille affaire

J’évoque le cas de LFI parce qu’en vérité la question de la dénomination de « terrorisme » est une vieille affaire, et qu’il est vrai qu’il n’y a pas de définition communément admise du terrorisme dans la mesure où le terroriste de l’un est le combattant de la liberté de l’autre. L’attribution du qualificatif de terrorisme devient dès lors un enjeu politique.

Lors d’une émission télévisée tenue le 8 février 2004, le président des États-Unis George Bush utilisa le mot « terrorisme » 22 fois, mais personne ne lui demanda ce qu’il entendait par là :

« Ce n’est pas un hasard s’il n’y a pas de définition admise par tous du terrorisme, car le mot est très subjectif. En même temps, l’usage de ce mot peut être dangereux dans la mesure où les gens sont tentés de croire qu’il a un sens, et ils en usent et abusent en l’appliquant à tout ce qu’ils détestent, de façon à éviter toute



ROBESPIERRE.

### La qualification de terrorisme

Les journalistes français semblent totalement ignorer que la qualification de terrorisme souffre depuis longtemps d'une absence de définition largement acceptée. Ainsi, au moment de la guerre du Golfe, les employés de l'agence Reuters avaient depuis longtemps des consignes très précises : il s'agissait d'éviter « l'usage de termes émotionnels » :

« Nous visons une utilisation dépassionnée du langage afin que les individus, les organisations et les gouvernements puissent se faire leur propre opinion sur la base des faits. » (Kirk LaPointe, « Use of the Word *terrorist* », 15 avril 2011, CBC Radio Canada, <https://cbc.radio-canada.ca/en/ombudsman/reviews/use-of-the-word-terrorist>)

Reuters n'utilise pas les termes tels que « terroriste », sauf s'il s'agit d'une *citation directe*. Mais Reuters n'est pas la seule agence à être dans ce cas : la British Broadcasting Corporation (BBC) constate qu'il n'y a pas de consensus sur ce qui constitue un terroriste ou un acte terroriste. Cependant, cette volonté de neutralité a peut-être une autre raison.

« En tant que tel, nous ne devrions pas changer le mot "terroriste" lorsque nous citons quelqu'un d'autre, mais nous devrions éviter de l'utiliser nous-mêmes... non pas parce que nous sommes moralement neutres à l'égard du terrorisme, ni parce que nous avons une quelconque sympathie pour les auteurs des atrocités inhumaines que nous devons trop souvent rapporter, mais parce que le terrorisme est un sujet difficile et émotif avec des connotations politiques significatives. » (Use of the word « terrorist », Apr 15, 2011. <https://cbc.radio-canada.ca/en/ombudsman/reviews/use-of-the-word-terrorist>)

La BBC considère que les jugements de valeur dans l'utilisation des mots « peuvent créer une incohérence dans leur utilisation ou, pour le public, soulever des doutes quant à notre impartialité ». Il s'agit d'être certain que le mot va aider à la compréhension du fait plutôt que ●●●

discussion rationnelle et de façon à excuser leur propre comportement illégal ou immoral. » (« Terrorism »: A World Ensured by a Word » *International Herald Tribune* 18 février 2004)

On pourrait définir le terrorisme comme un acte politiquement motivé et indiscriminé, sous forme de meurtre en masse, d'assassinat, d'incendie, de sabotage, de destruction, d'enlèvement, destiné à semer la terreur auprès d'une population désarmée. Si on s'en tient à cette définition, le Hamas est indiscutablement une organisation terroriste et le simple constat des actions du Hamas lors de l'attaque du 7 octobre devrait suffire à désigner cette organisation comme terroriste, quoi qu'en pense l'ONU. Le problème est que si on parle d'assassinats de masse politiquement motivés, il se trouvera toujours quelqu'un pour demander: « motivés par quoi? » – une question que les médias et les pouvoirs en place ne peuvent pas trop à aborder.

Et à l'inverse, il se trouvera toujours quelqu'un d'autre pour dire: « Si tu cherches à connaître les motivations d'un acte terroriste, c'est que tu l'approuves » – ce qui est évidemment faux, mais qui semble être actuellement la position

dominante des médias. Le dialogue est difficile lorsque l'un des interlocuteurs est de mauvaise foi et que cette mauvaise foi est politiquement motivée.

Car malgré mon peu de sympathie pour M. Mélenchon, cette exigence quasi obsessionnelle que LFI reconnaisse le Hamas comme organisation terroriste est manifestement orchestrée par des gens qui font semblant de ne pas comprendre ce que Mélenchon veut dire, qui veulent convaincre le bon peuple que ce dernier est un « méchant », et qui considèrent plus important la forme (LFI devrait reconnaître le caractère terroriste du Hamas) que le fond (LFI dénonce effectivement les horreurs perpétrées par le Hamas). Et surtout, il n'est pas admis de dire que l'horreur des massacres perpétrés par le Hamas ne retire rien à l'horreur de l'occupation israélienne depuis des dizaines d'années : cependant, la sidération provoquée par le massacre récent rend-elle inapproprié, voire indécent, de faire des comparaisons? La mauvaise foi des journalistes et autres commentateurs apparaît avec d'autant plus d'évidence que personne ne s'indigne lorsque des militaires ou des universitaires qui connaissent bien le sujet disent *strictement la même chose* que Mélenchon.



# LFI, Mélenchon et le terrorisme

●●● de l'entraver, « quel que soit l'endroit où il est vu ou entendu ». (Use of the word « terrorist », *loc. cit.*) La CBC (Canadian Broadcasting Corporation) se trouve dans la même situation. La rédactrice en chef de cette agence, Esther Enkin, déclara le 18 janvier 2011 que « depuis plus de 30 ans, les salles de rédaction de la CBC ont pour pratique d'éviter d'utiliser les mots "terrorisme" et "terroriste" seuls, comme une forme de description sans attribution ».

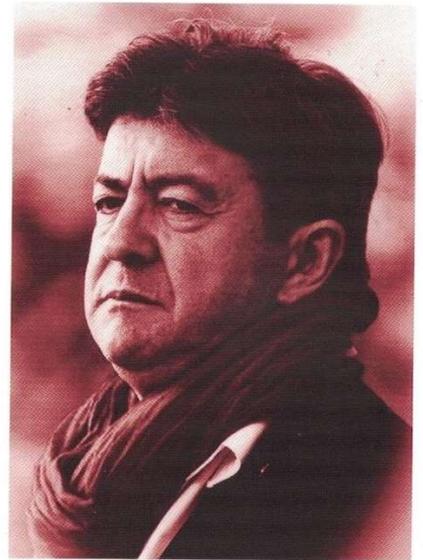
« Compte tenu de l'utilisation souvent politique et prématurée de ces mots, nous préférons décrire l'acte ou l'individu, comme "poseur de bombe", "militant" ou "tireur", par exemple, et laisser le spectateur ou l'auditeur se faire sa propre opinion sur la nature de l'événement. » (*Ibid*)

Mme Enkin ajoute: « Je pense que vous constaterez que la plupart des grands organes de presse du monde occidental suivent une pratique similaire ». L'objectif est de donner au public suffisamment d'informations pour qu'il puisse tirer ses propres conclusions. La CBC possède d'ailleurs un « Guide linguistique » à l'usage des journalistes, qui établit des normes. Il conseille aux journalistes de « faire preuve d'une extrême prudence avant d'utiliser les mots terroriste et terrorisme ». La prudence à laquelle auraient recours les agences de presse, soucieuses

de laisser aux lecteurs la possibilité de décider par eux-mêmes, est parfaitement louable, mais pas désintéressée, dans la mesure où elles ont des clients dans de nombreux pays, y compris ceux qui pourraient se sentir visés par l'appellation de terroriste ou éprouver de la sympathie pour les « terroristes ». Il va de soi que les organes de presse qui ne sont pas tenus à cette prudence du fait que leur clientèle n'est pas internationale, ou qui sont ouvertement orientés, sont moins concernés.

La prudence et les réserves adoptées concernant l'utilisation du terme « terroriste », et l'indéfinition maintenue le concernant, ont peut-être une autre explication : il faut éviter à tout prix que l'accusation de terrorisme puisse s'appliquer aux États. Une brochure publiée par l'UNESCO en 2022 est très explicite:

« Le terrorisme d'État échappe généralement à ceux qui tentent de forger une définition internationale commune du terrorisme au sein des organisations intergouvernementales. Pourtant, le mot "terrorisme" vient du règne de la Terreur perpétré par Robespierre pendant la Révolution française, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, et désignait alors les actions brutales de l'État contre ses ennemis politiques. Quand est-il légitime de parler de terrorisme d'État? Lorsque, répond



Gérard Chaliand, la terreur est utilisée comme une "manière de gouverner, permettant au pouvoir établi, par des mesures extrêmes et la peur collective, de briser ceux qui lui résistent". » (UNESCO: *Media and the coverage of terrorism. – Manual for trainers and journalism educators.* 2022)

On comprend que cette définition-là du terrorisme ne plaise pas à tout le monde.

Éric Vilain

## PAVÉ D'ANAR

AVEC SADIA ET MAZOGH

KROKAGA

